

## Communiquer, se mobiliser, se renforcer pour gagner nos revendications CGT

Lors du 8<sup>ème</sup> congrès de l'Union Syndicale des Retraités (USR) des 11 et 12 avril 2018, concernant les forces vives de la CGT retraités en Sarthe et les moyens de sa communication, le congrès avait pris des décisions résumées ci-dessous en 2 points :

### Les besoins des retraités liés à leur vie dans la cité :

- ◆ Améliorer sa démarche revendicative de proximité en travaillant aux besoins et revendications des retraités sur leurs lieux de vie ;
- ◆ Œuvrer à l'amélioration des services publics avec une présence humaine ;
- ◆ Lutter contre l'isolement des retraités.

### La Vie Syndicale

- Faire de la syndicalisation un enjeu prioritaire ;
- Continuer le travail de connaissance et de besoins des syndiqués ;
- Travailler à la continuité syndicale en lien avec les actifs et les structures ;
- Aider au développement et au fonctionnement des structures.

D'ores et déjà, l'USR sollicite les sections, les syndicats et les UL pour nous aider dans le travail de « recensement » de militants et des syndiqués.

Un travail a déjà été effectué (voir tableau ci-dessous), mais nous avons besoin de bonnes volontés afin de nous préparer au mieux à une sortie de confinement la plus offensive possible, à l'appui des attentes et revendications des retraités.

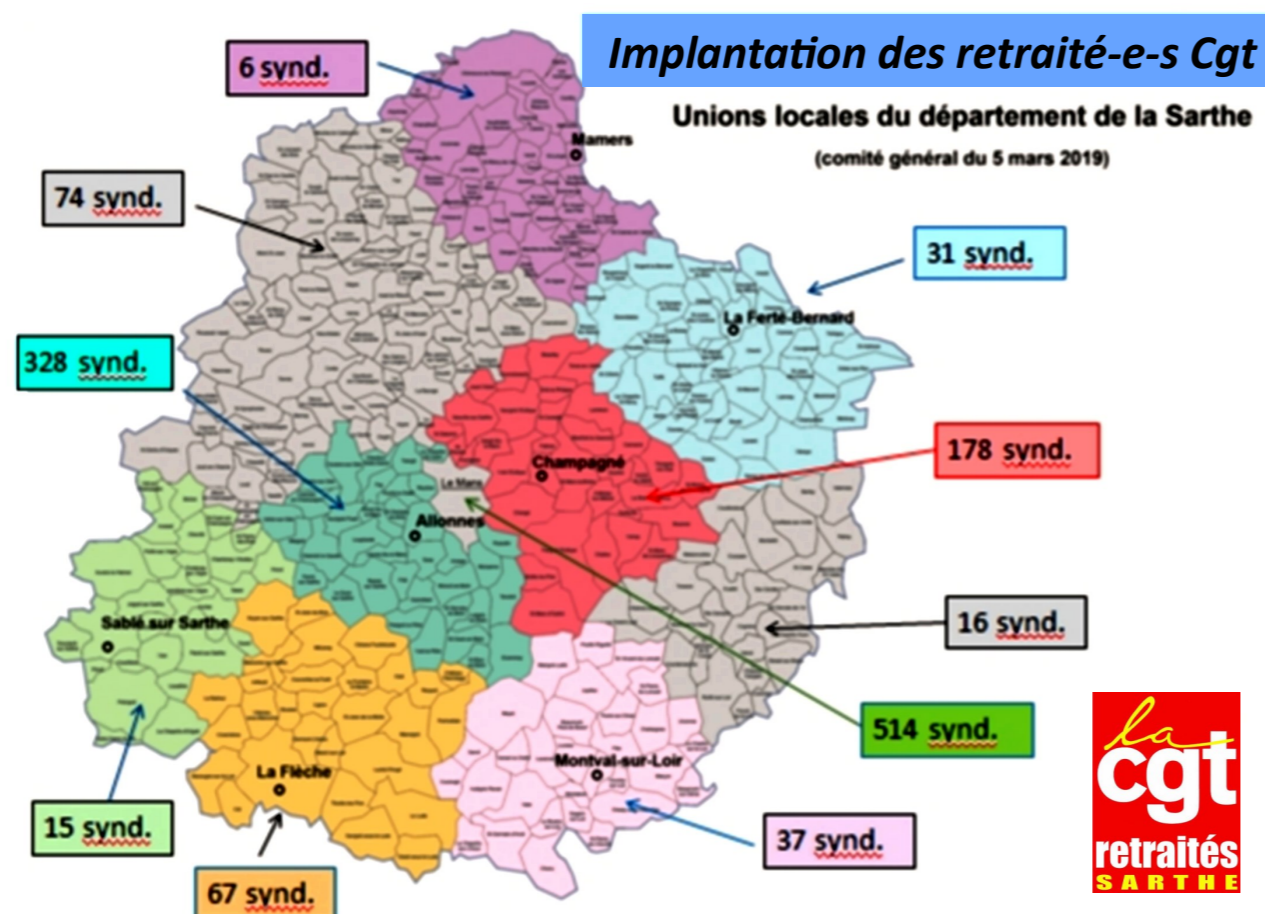
### Différentes phases de travail dont le résultat est un « Plan de déploiement USR-CGT en Sarthe »

#### Objectifs :

→ Mieux communiquer avec les syndiqué-e-s et les retraité-e-s du département et ainsi donner de la force et de la visibilité aux mobilisations à venir.

→ Avec le concours des syndiqués et militants, leur connaissance des quartiers, des territoires de vie, s'adresser aux retraité-e-s le plus souvent possible dans le but de renforcer la CGT et de développer des actions ponctuelles, voire plus massives.

→ Toujours avec les syndiqués, nous découvrirons les référents dont nous avons besoin au niveau du Conseil départemental et les correspondants « de terrain » pour communiquer sur les initiatives et actions à mettre en œuvre (distributions de tracts, pétitions, ...).



Edito par  
**Jean-Pierre BACHELOT**  
Secrétaire général  
de l'USR-72

## Plan de rupture contre plan de relance



Le plan de relance du gouvernement de 100 milliards d'euros (Md€) sur deux ans comprend quelques 70 mesures autour de trois priorités affichées : la transition écologique (30 Md€), la compétitivité des entreprises (35 Md€ dont 20 de réduction des impôts de production) et la cohésion sociale (35 Md€). Mais au regard des 2 500 Md€ de richesses créées chaque année ce plan reste très en deçà des besoins économiques et sociaux.

Encore des cadeaux aux entreprises sans contrepartie. Fermetures de sites, suppressions d'emplois, dégradation des conditions de travail, gel ou baisse des rémunérations des salariés et des pensions des retraités du fait des exonérations de cotisations sociales. Dernier exemple en date, la fermeture brutale de l'usine de pneus Bridgestone de Bétulle avec 863 emplois à la clé alors que le groupe a bénéficié du CICE et d'aides à l'installation. Le tout n'ayant pour finalité que de garantir un taux élevé de rentabilité et des dividendes juteux aux actionnaires.

En cette nouvelle année on ne demande pas grand-chose : du travail et de la santé.

Albert Camus

## Sommaire

### Page 2 :

• Mettre le Ségur au service de la santé.

### Page 3 :

• La santé, l'hôpital public, sacrifié sur l'hôtel du profit.

### Page 4 :

• Communiquer, se mobiliser, se renforcer pour gagner nos revendications CGT.

« Supplément du journal Contact »  
« Contact Retraité »  
Journal de l'USR CGT Sarthe  
Directeur de la publication :  
**Jean-Pierre Bachelot**  
Imprimé par nos soins  
et financé par les syndiqués  
4, rue d'Arcole - 72000 LE MANS

Ce plan de relance est avant tout une opération de communication prenant comme alibi « une économie plus verte ». Il tente aussi de faire croire qu'il répond à l'exigence de relocalisation de la production. L'exemple récent d'entreprises sarthoises qui licencient et délocalisent prouve le contraire.

Les 100 milliards sont une compilation de mesures en préparation dans la prochaine loi de finances et de déclarations chiffrées à des horizons parfois lointains, jusqu'en 2030 ! Des saupoudrages symboliques (rénovation énergétique, aides à la relocalisation...) limités à chaque fois à quelques centaines de millions d'euros visent à donner l'illusion d'un nouvel engagement présidentiel sans que le cap ne soit en réalité modifié.

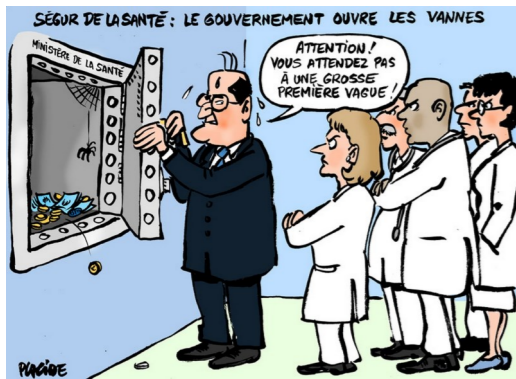
Seulement 1% de ce plan est consacré aux mesures sociales. 100 milliards sur la table pour 160 000 emplois, cela revient bien cher le financement d'un poste de travail, alors qu'il s'en crée chaque année 100 000 sans prendre de mesures spécifiques dissipe l'écran de fumée de ce plan de non relance.

Autant d'argent serait bien plus utile à la création d'emplois publics, au développement des services publics, au renforcement de la participation de l'État dans les entreprises en vue de planifier une véritable stratégie industrielle ou encore à l'augmentation des salaires, des pensions et la reconquête de notre Sécurité Sociale.

**Voilà ce que serait un véritable plan de relance !**



## METTRE LE SÉGUR AU SERVICE DE LA SANTÉ



**C'est bien de moyens dont les institutions de la santé ont besoin. Pas de réorganisations comme le prétendent les gouvernements successifs. Macron et sa bande n'ont pour seul objectif que de réduire les moyens du public et contraindre les usagers à se diriger vers le privé...pour ceux qui en ont les moyens. Emparons-nous des revendications CgG pour mettre le Ségur au service de la Santé.**

### Plus de moyens pour l'autonomie

L'Autonomie, contrairement à l'idée entretenue par les médias ne concerne pas seulement les personnes âgées.

Chacun d'entre nous, jeune ou plus âgé, peut être concerné ou le sera, par une forme d'incapacité exigeant une aide permanente et diversément qualifiée. Hors de question pour la Cgt de limiter les investigations dans ce domaine aux seules personnes âgées présentées comme une charge pour la société. Et consacrer au sein de la branche maladie de la Sécu une ligne budgétaire propre à l'autonomie, financée par les cotisations sociales, salariales et patronales. Pas une 5<sup>ème</sup> branche dont les financements reposeraient en partie sur des fonds privés, l'autre sur la Csg et la Crds, exonérant ainsi le patronat de toute contribution financière.

### Projet gouvernemental

- ◆ Création d'une 5<sup>ème</sup> branche de la Sécu
- ◆ Abondement de 2,3 Milliards d'€ (Md€) d'ici 2024. Dépenses actuelles : 30 Md€, estimées à 80, voire 100 Md€ d'ici 2040
- ◆ Augmentation de la CSG chez les retraités de 8,3% à 9,2% et abattement de l'impôt sur le revenu des retraités passe de 10 à 5%
- ◆ Prolongement de la CRDS de 9ans (2033)
- ◆ Indemnité de 52 €/jour durant 3 mois pour tout salarié aidant demandant congé à son employeur
- ◆ 4,2 Md€/6 pris aux retraités pour financer la 5<sup>ème</sup> branche de la Sécu.

### Déserts médicaux en Sarthe, notre système de santé va très mal !

Accéder aux soins est un parcours du combattant : trouver un médecin généraliste ou spécialiste ! Alors que 10% de la population sarthoise n'a plus de médecin référent et que les besoins continuent à augmenter, l'Agence Régionale de Santé (A.R.S) précise qu'elle n'a pas de solution !

L'épidémie Covid 19 met en évidence les carences du système de santé en France, que ce soit à l'hôpital ou en médecine de ville.

Ce n'est pas le fait du hasard : de 1978 à 2005, les gouvernements ont divisé par deux le nombre de formations de médecins (numerus clausus) dans toutes les disciplines de la santé.

Deux mesures récentes pour limiter les entrées aux urgences aggravent la situation : si le cas du patient n'est pas urgent, il sera renvoyé vers la médecine de ville et devra alors s'acquitter d'une franchise de 18 €. puisqu'il n'est donc pas hospitalisé. Un scandale !

**C'est par un travail de terrain: interpeler tous les élus locaux et exiger du gouvernement un budget de la Sécu à la hauteur des besoins que nous réussirons à faire évoluer la situation sanitaire et sociale.**

### Revendications CGT

- Intégration dans la branche maladie de la Sécu
- Création de 200.000 emplois dans les Ehpad (1 patient, 1 personnel soignant)
- Reste à charge proportionnel aux revenus des patients
- Maintien à domicile le plus longtemps possible
- Intégration des aides à domicile, des personnels des Ehpad au sein d'un même service public
- Transposer les Ehpad à but lucratif en Ehpad publics.

### La CGT revendique :

- De former un corps médical, toutes disciplines confondues, à hauteur des besoins.
- De créer des centres médicaux dans les quartiers et les regroupements de communes, rassemblant médecins, kinés, dentistes, infirmières et pharmacie.
- Tous les équipements doivent être financés par l'Etat et les régions.

## LA SANTÉ, L'HÔPITAL PUBLIC, SACRIFIÉS SUR L'AUTEL DU PROFIT

**La pandémie du Covid 19 qui a traversé le monde et mis la France à l'arrêt pendant plusieurs semaines a révélé l'ampleur de la crise de l'hôpital public et de notre système de santé.**

Elle a révélé l'absurdité et la dangerosité des politiques austéritaires imposées par les politiques libérales menées par les gouvernements depuis plus de 20 ans prétextant l'excédent d'hôpitaux, de lits, de personnels !

Malheureusement, cette crise n'est pas nouvelle. Depuis des années les personnels hospitaliers tirent la sonnette d'alarme sur cette situation de casse de l'hôpital public. Un constat accablant : **En 20 ans, 100 000 lits ont été fermés et 7 milliards d'euros ont été ponctionnés sur les**

**budgets des hôpitaux publics.**

Ce triste constat, a éclaté à la figure de tout le monde ! 6 mois après la « première vague », aucune stratégie cohérente et conséquente n'a été mise en place par le gouvernement Macron/Castex/Véran pour y faire face.

La seule mesure réellement annoncée, fut le **Séguir de la Santé** comme une « négociation historique » ! En réalité, il s'agit d'une mascarade grossière et politique dangereuse, alors que rien n'est réglé et que le virus continue de nous narguer !

Pire, le gouvernement prend prétexte de la crise sanitaire pour accélérer le rythme de déstructuration du système public hospitalier.

**Avec le concours de Philippe Kéavec, militant CGT-Santé bien connu dans le département, CONTACT-Retraité a rencontré Soline Mathis responsable syndicale CGT au CHM afin d'informer nos syndiqués des enjeux du système hospitalier, au Mans en particulier.**

**CONTACT-Retraité : Bonjour Soline, peux-tu te présenter rapidement et nous indiquer tes fonctions, professionnelle et syndicale ?**

**Soline Mathis :** J'exerce les fonctions d'Aide Médico-Psychologique (AMP) dans un service de gériatrie du CHM. Parallèlement, je suis membre de la commission exécutive du syndicat CGT du CHM, déléguée du personnel et membre du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT). J'anime également le collectif Mixité au sein de l'union Départementale CGT de la Sarthe.

**CONTACT-Retraité : Quel regard portes-tu sur le Séguir de la Santé ?**

**Soline Mathis :** Après toutes les annonces faites par Macron et son gouvernement, au moment de la première vague du COVID 19, nous espérions qu'enfin, les besoins que nous exprimions depuis des années seraient enfin pris en compte. Malheureusement la déception a été à la hauteur de nos attentes ! Aucune création de lits, Aucune mesure pour améliorer nos conditions de travail. Une augmentation de 183 €, certes appréciable, mais très loin



des 300 € revendiqués pour compenser le blocage de nos salaires depuis plus de 10 ans. D'autant que cette augmentation ne concerne que les personnels soignants. Les personnels hospitaliers français sont parmi les moins bien rémunérés d'Europe !!! Pire même, près d'1 milliard d'économies sera encore à réaliser en 2021, dans les hôpitaux !!!

**CONTACT-Retraité : Quelles sont les problèmes rencontrés au CHM et quelles revendications porte la CGT ?**

**Soline Mathis :** Comme dans tous les hôpitaux français, nous souffrons des mêmes maux. Manque de lits. De fait, les nouveaux hospitalisés sont dispatchés, là où il reste de la place et pas forcément là où ils devraient être ! Ce qui occasionne une charge de travail supplémentaire pour les équipes. Manque de personnels, y compris auprès des personnes âgées. Les organisations de travail se sont multipliées, ces dernières années, sans apporter d'amélioration de nos conditions de travail. La privatisation d'un certain nombre d'activités se poursuit et s'accroît. En clair, malgré les promesses, rien n'a changé !

**Merci Soline**

### La CGT revendique des mesures très rapides :

- ◆ Un plan massif d'embauche de professionnels qualifiés aussi bien dans les hôpitaux que dans les services à la personne
- ◆ Rouvrir les lits nécessaires à toutes les prises en charge
- ◆ L'arrêt de toutes les restructurations hospitalières
- ◆ Arrêt du financement T2A (Tarification à l'Activité) qui pousse à une productivité malsaine dans les hôpitaux et leur étranglement financier.

**L'argent existe pour financer l'Hôpital Public, il doit être utilisé autrement !**

**100 Md€ peuvent être disponibles immédiatement, dont 42.5 pour l'Assurance Maladie, qui finance les hôpitaux.**